

Une invitation qui déshonore le Parti

Le PCF a invité à Paris en juin dernier, l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) à une conférence intitulée "Liberté pour la Palestine".

Une tache infâmante sur l'histoire anticoloniale du Parti

Cette invitation est déshonorante lorsque l'on sait le discrédit et rejet massif parmi les Palestiniens du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas et de l'OLP actuelle et leur infâme collaboration avec l'occupant sioniste.

78% des Palestiniens demandent la démission du président Abbas, selon un rapport publié le 13 septembre 2023 par le Centre palestinien de recherche sur les politiques et les enquêtes (PCPSR) qui mesure régulièrement le pouls de la société palestinienne. [1]

Si un scrutin présidentiel avait été organisé en 2003 entre Ismaël Haniyeh (chef de la branche politique du Hamas tué à Téhéran par l'Etat sioniste le 31 juillet 2024) et Mahmoud Abbas, le premier l'aurait emporté avec 58% des voix.

L'OLP ne représente plus, dans les faits, que le Fatah de Mahmoud Abbas [2]. Cette OLP ne possède que le sigle de l'OLP des premières décennies. Elle est aujourd'hui corrompue jusqu'à l'os, et pire devenue « *l'agent de sécurité de l'occupant* » selon les termes mêmes du Parti communiste Palestinien [3].

Ce discrédit totale date pas d'hier et ne touche pas que l'opinion des Palestiniens. Gidéon Levy journaliste israélien éditorialiste du journal Haaretz, en septembre 2007 dans un article intitulé « *Une marionnette* », qualifiait Mahmoud Abbas, de :

- « *dirigeant fantoche* »,
- « *coq cynique pour qui le bien de son peuple est le cadet de ses soucis* »,
- « *marionnette manipulée par Israël et les Etats-Unis* ».

Et déjà, sur Gaza, Gidéon Levy écrivait dans ce même article il y a donc presque 20 ans :

« *A en juger par son comportement, non seulement Abou Mazen [Mahmoud Abbas] ne s'oppose pas à ce qu'Israël fait subir à Gaza, mais peut-être même adhère-t-il à la doctrine aberrante selon laquelle ce traitement cruel (le blocus de Gaza) poussera le Hamas à capituler et les Gazaouis à retourner dans le giron du Fatah* » [4].

Portrait peu flatteur s'il en est, de surcroît provenant d'un journaliste d'un grand journal israélien, le seul vraiment de gauche en Israël.

¹ Sondage PCPSR, <https://pcpsr.org/en/node/955>

² Le Fatah est lui-même divisé. Une de ses branches dissidentes (Al-Moustaqbal), est dirigée par **Marwan Barghouti**. Il est un des rédacteurs du " Document des prisonniers ", également signé par le Hamas. **Marwan Barghouti** arrêté en 2001 est depuis emprisonné dans une geôle de l'Etat sioniste d'Israël.

³ Cf. infra

⁴ **Gidéon Levy**, « *Gaza – articles pour Haaretz 2006-2009* », ed. La Fabrique, 2009, pages 81à 84.

Depuis 1993, date des catastrophiques Accords d'Oslo, l'Autorité palestinienne, son président et l'OLP sont progressivement devenus les supplétifs de l'État d'Israël et de son armée d'occupation en Palestine.

Une déclaration négationniste

Une phrase de la Déclaration finale de cette Conférence "Liberté pour la Palestine" PCF/OLP est carrément surréaliste :

« La Conférence "Liberté pour la Palestine" s'est tenue à Paris, sous l'égide de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), représentante unique et légitime du peuple palestinien, et du Parti communiste français (PCF) ».....

L'OLP serait ainsi pour le Parti communiste français la « *représentante unique et légitime du peuple palestinien* » !

Outre le fait qu'OLP n'est plus, dans les faits, que le Fatah de Mahmoud Abbas, comment peut-on affirmer une telle contrevérité, s'enfermer dans un tel déni de la réalité, lorsque l'on connaît le rapport des forces politiques actuel en Palestine ? Comment peut-on s'asseoir sur les élections de 2006 qui ont acté la défaite du Fatah de Mahmoud Abbas et de l'OLP ? [5]

Ces élections législatives ont consacré la victoire électorale du Hamas. Certes cela ne peut nous réjouir de voir un mouvement de résistance islamique, et donc non laïque, gagner les élections en Palestine. Mais le Parti communiste a-t-il le droit d'ignorer le vote des Palestiniens, et donc se ranger du côté de l'Union Européenne et des États-Unis, contre les Palestiniens ?

Pour l'Occident global [6] le droit des peuples est à géométrie variable.

Muzna Shihabi, ex-conseillère de l'OLP, avant que celui-ci se compromette avec l'occupant sioniste, est aujourd'hui responsable de développement au Centre arabe de recherches et d'études politiques de Paris, elle écrit :

« En janvier 2006, les Palestiniens ont organisé des élections libres et transparentes. Le Hamas en est sorti vainqueur. Ce moment aurait pu ouvrir un chapitre inédit: l'affirmation démocratique d'un peuple sous occupation. Mais le résultat n'a pas été reconnu. L'Europe et les États-Unis ont rejeté ce choix, imposé des sanctions, suspendu les salaires de centaines de milliers de fonctionnaires palestiniens. Un peuple entier a été puni pour avoir voté. Le message était brutalement clair : vous pouvez voter, mais seulement pour le candidat que nous aurons validé. L'expérience démocratique s'est transformée en piège. La division palestinienne a pris une dimension nouvelle, alimentée par une ingérence étrangère qui refusait aux Palestiniens le droit d'écrire seuls leur avenir. ».

⁵ **Mahmoud Abbas** s'oppose depuis 20 ans à la tenue de nouvelles élections législatives en Palestine au prétexte qu'Israël ne veut pas qu'elles se tiennent à Jérusalem Est !

⁶ **Occident global.** La notion d'Occident, ou celle de " pays occidentaux " conduit à commettre des contresens en limitant le périmètre de ces pays occidentaux à l'Occident, entendu comme Amérique du nord et Europe géographique, la Russie étant exclue. Des pays situés géographiquement en Orient, en Asie si situent sans ambiguïté dans le camp occidental capitaliste, le plus souvent d'idéologie néolibérale. Le concept **d'Occident global** que j'utilise ici réunit les pays qui se positionnent dans un soutien inconditionnel à l'Etat d'Israël, « Etat-nation du peuple juif », face au peuple palestinien qui lutte contre la colonisation de la Palestine depuis la résolution onusienne de partition de la Palestine le 29 novembre 1947 (résolution 181), avant la création de l'État d'Israël en mai 1948.

Pour l'Occident global le droit des peuples est à géométrie variable. Il se déconsidère chaque jour un peu plus aux yeux du monde. L'Occident global est aujourd'hui rejeté par une majorité des populations mondiales. Il est honni d'une très grande majorité des peuples du Sud global.

L'OLP, « agent de sécurité de l'occupant »

Le Parti communiste palestinien ne partage pas du tout l'affirmation de la déclaration commune OLP/PCF, selon laquelle l'OLP serait « *la représentante unique et légitime du peuple palestinien* ». Le 18 août 2025, le Comité central du Parti communiste palestinien (PCP) a publié cette déclaration :

« L'Autorité palestinienne a perdu depuis longtemps sa fonction nationale et est devenue un instrument de coordination sécuritaire avec l'occupation - c'était son mandat principal depuis sa création », et qualifie l'OLP « d'agent de sécurité de l'occupant ». Cette OLP que le Parti communiste français a invitée !

Dans cette déclaration le Parti communiste palestinien semble viser le PCF bien que non nommément désigné :

« Le PCP met en garde contre les slogans superficiels de certaines conférences internationales promouvant la «paix» et la «solution à deux États», tout en masquant des agendas dangereux visant à liquider notre cause nationale. ».

Et conclut :

« Le Parti communiste palestinien affirme que toute solution politique qui ne repose pas sur la fin totale de l'occupation, l'établissement d'un État palestinien démocratique indépendant sur tout le territoire national avec Jérusalem comme capitale et le plein droit au retour des réfugiés, est une solution liquidationniste ».

Les deux partis communistes affichent deux positions antagoniques sur la question palestinienne et sa résolution. Le PCF serait bien inspiré d'adopter celle du PCP.

Une instrumentalisation de la « solution à deux États »

« La solution à deux États », d'un « État binational » ou d'un « État commun » pointée par le PCP pose la question de l'acceptation ou non du colonialisme sioniste en Palestine.

Pour ma part je me suis prononcé depuis longtemps dans mes articles sur mon site/blog pour un Etat commun laïque démocratique sur l'ensemble du territoire de la Palestine (frontières de la Palestine mandataire britannique) [7].

⁷ Alain Dubourg,

- 31 août 2024, **L'intention génocidaire, matrice du sionisme** – Anarcho-ecolo-coco : l'idée communiste, <https://anarchoecolococo.com/2024/08/31/lintention-genocidaire-matrice-du-sionisme/>
- 30 octobre 2024, **Partition de la Palestine, le 29/11/1947 l'ONU vote la colonisation de la Palestine** – Anarcho-ecolo-coco : l'idée communiste, <https://anarchoecolococo.com/2024/10/30/partition-de-la-palestine-le-29-11-1947-lonu-vote-la-colonisation-de-la-palestine/>
- 4 février 2025, « **La fable de la solution à deux États. Un Etat commun** », **La fable de la solution à deux États** – Anarcho-ecolo-coco : l'idée communiste, <https://anarchoecolococo.com/2025/02/06/la-fable-de-la-solution-a-deux-etats/>

Le Parti communiste français par la voix de son secrétaire national Fabien Roussel se prononce avec une assurance indéfectible pour « *La solution à deux États* » [8]. Fabien Roussel la considère « non négociable » et la met en avant pour justifier sa non-participation aux grandes manifestations de solidarité avec la Palestine, au prétexte que toutes les organisations participantes ne se réfèrent pas uniquement au slogan de « La solution à deux États ».

Cette position entraîne l'absence officielle du Parti dans la plupart des grandes initiatives nationales pro palestiniennes. A noter que Ian Brossat et quelques autres responsables communistes dont Elsa faucillon, Jean-Yves Lécocq ...refusent de se soumettre à ce diktat. Ils participent à titre personnel à ces manifestations.

Le Parti communiste français trahit son histoire internationaliste

L'affirmation insensée d'une OLP « *représentante unique et légitime du peuple palestinien* », est-elle seulement celle de Fabien Roussel, Christian Piquet et de quelques autres responsables nationaux, ou celle du Parti ?

Le Parti communiste français se fourvoierait lourdement et dégraderait son image internationaliste de lutte contre le colonialisme, tous les colonialismes, et donc contre le colonialisme sioniste qui sévit depuis 78 ans (le 30 novembre prochain) en Palestine.

Pour longtemps et pour l'histoire le Parti Communiste Français aurait trahi son internationalisme historique. [9]

Alain Dubourg
Tarbes
7 septembre 2025

⁸ NB : **La France Insoumise (LFI)** soutient également la « solution à deux États ». Je suis intervenu sur cette question dans un meeting de LFI à Tarbes avec **Eric Coquerel**. Il a confirmé cette position de LFI. Il a commenté la mienne en disant qu'il ne la partageait pas en précisant qu'elle était celle de **Rima Hassan**. Non, Rima Hassan se prononce pour un État binational, je me prononce pour un État commun.

⁹ Il est vrai que l'internationalisme du PCF a subi quelques autres entailles déplorables au cours de son histoire. Mais on dira que ces exceptions confirment la règle d'un internationalisme intransigeant.